



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

N° : PA 2026-0361  
Date : 06 MAI 2026

Mis en ligne le :

06 MAI 2026

**Objet : Autorisation pour le remplacement d'enseigne "LOXAM"**

**Lieu : 11 boulevard de l'Europe**

N° Acte : 6.5

Le Maire de Vitrolles,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants ;  
**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L581-1-3 conférant la compétence de la police de la publicité aux maires ;  
**Vu** le règlement local de publicité intercommunal approuvé le 5 décembre 2024, entré en vigueur le 13 janvier 2025 ;  
**Vu** l'arrêté municipal n° 26-29 du 30 mars 2026, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Malik MERSALI dans le cadre des activités de développement économique, dynamique commerciale, emploi, formation, insertion ;  
**Considérant** la demande d'autorisation de remplacement d'enseigne pour la société LOXAM, déposée le 6 mars 2026 par Madame TONETTI, enregistrée sous le n° AP-013-117-26-E015 et située 11 boulevard de l'Europe à 13127 VITROLLES ;

### ARRÊTE

#### **Article 1**

L'installation de l'enseigne faisant l'objet de la demande précitée, selon les descriptifs et plans joints au dossier, est autorisée.

#### **Article 2**

Le présent arrêté est délivré sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

#### **Article 3**

Les travaux devront être exécutés au plus tard un an à partir de la date de notification de la présente autorisation. A défaut, elle sera caduque de plein droit.

#### **Article 4**

Le dispositif tel qu'il a été autorisé ne pourra faire l'objet d'une modification qu'après le dépôt d'une nouvelle demande et autorisation.

#### **Article 5**

La ville dégage toute responsabilité pour les accidents ou incidents qui pourraient être causés, à la suite de cette autorisation.

#### **Article 6**

Il est rappelé que l'enseigne doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale. Elle sera supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de l'activité, pour laquelle l'autorisation a été délivrée (Article R581-58 du code de l'environnement).

### **Article 7**

L'enseigne lumineuse sera éteinte entre 23h et 7h, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7h du matin, l'enseigne est éteinte au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peut être allumée une heure avant la reprise de cette activité (Article E0.3 du règlement local de publicité intercommunal).

### **Article 8**

Les enseignes scellées au sol, un seul dispositif est autorisé par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée. Les dispositifs ne doivent pas excéder 8m<sup>2</sup> par face en ZP4c.

Les enseignes scellées au sol ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété (article E3.7 du règlement local de publicité intercommunal).

### **Article 9**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 10**

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 11**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire divisionnaire de la Police Nationale,
- Madame la Directrice de l'Urbanisme,
- Madame la Directrice de l'Économie et de l'Emploi,
- Sous-Préfecture d'Istres.

**Malik MERSALI**

**Adjoint au Maire**

Délégué aux activités de  
développement économique,  
dynamique commerciale, emploi,  
formation, insertion

